

# Serbie : la régularité des élections législatives contestée par l'opposition

## Description

Le 17 décembre 2023, les électeurs serbes étaient appelés aux urnes pour élire leurs représentants parlementaires dans les 8 273 bureaux de vote ouverts dans le pays et à l'étranger. La Commission centrale électorale ayant annoncé que la liste « Srbija ne sme da stane » (La Serbie ne doit pas s'arrêter) du président Aleksandar Vucic avait obtenu plus de la moitié des suffrages, le soir même des élections extraordinaires après le dépouillement dans près de 90 % des bureaux de vote, les partisans de la liste d'opposition « Srbija protiv nasilja » (la Serbie contre la violence) ainsi que des étudiants se sont immédiatement regroupés devant le siège de la Commission à Belgrade pour dénoncer des irrégularités dans les élections. Celles-ci seraient dues, selon eux, à un trop grand nombre d'électeurs résidant à l'étranger. Avec ProGlas, mouvement initié par des personnalités publiques qui avaient appelé avant le scrutin à aller voter, ils ont alors réclamé l'annulation des élections. Dans le même temps, les observateurs internationaux et des responsables européens ont fait part de leurs réserves sur la régularité des élections.

D'après les résultats électoraux officiels, sur 250 représentants, le parti présidentiel obtiendrait 128 députés, « Srbija protiv nasilja » seulement 65, tandis que 18 sièges seraient accordés à la liste du Parti socialiste et des Verts. De nombreux partisans de « Srbija protiv nasilja » ayant le sentiment de se faire voler les élections ont depuis multiplié les actions pour montrer leur mécontentement (rassemblements, blocages, déploiement de banderoles dénonçant « le vol des élections », grèves de la faim...).

« *La Serbie entre clairement dans une crise politique* », a indiqué Dorde Pavicevic de « Srbija protiv nasilja », pour qui la situation actuelle rappelle celle de 1996, lorsque les élections avaient été abusivement annulées par le pouvoir, ce qui avait entraîné un mouvement de contestation civique de trois mois.

Face à ce mécontentement, le Congrès du Conseil de l'Europe a exprimé le 20 décembre sa préoccupation et a demandé une enquête détaillée sur le scrutin. Ne tenant pas compte des réactions, la Première ministre serbe, Ana Brnabic, s'est réjouie que le parti au pouvoir dispose désormais de suffisamment de députés pour gouverner seul, une communication qui a encouragé les opposants à poursuivre leurs actions de protestation.

Le 23 décembre, ProGlas a diffusé un communiqué, précisant que les résultats des élections parlementaires et locales ne reflétaient pas la libre volonté des citoyens et dénonçant une « ingénierie électorale » en vue de fausser les résultats du scrutin. Le même jour, le bureau du Procureur général a finalement demandé aux services d'investigation de la police serbe d'ouvrir une enquête pour fraude électorale.

**Sources** : *Tanjug, Politika, RTV, RIK.*

**date créée**

28/12/2023

**Champs de Méta**

**Auteur-article** : Stéphan Altasserre